



NATIONS UNIES

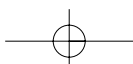
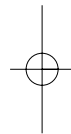
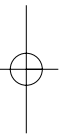
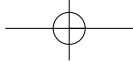
# CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

SERVICE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES, DE LA FORMATION ET DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS  
DIVISION DE L'INFRASTRUCTURE DES SERVICES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET DE L'EFFICACITÉ COMMERCIALE



TRAINFORTRADE

## FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS - RAPPORT D'ACTIVITÉS 2005



**UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT**  
SERVICE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES, DE LA FORMATION ET DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS  
DIVISION DE L'INFRASTRUCTURE DES SERVICES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET DE L'EFFICACITÉ COMMERCIALE

# **FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS RAPPORT D'ACTIVITÉS 2005**



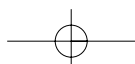
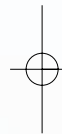
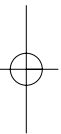
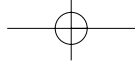
**GENÈVE - 2006**

**CNUCED / SDTE / TIB / 2005 / 9**

**© NATIONS UNIES 2005**

**TOUS DROITS RÉSERVÉS**





## TABLE DES MATIÈRES

Introduction .....	7
1. Des approches distinctes mais complémentaires .....	8
2. Le Groupe consultatif sur le renforcement des capacités de formation et le développement des ressources humaines .....	10
3. Activités de l'Institut virtuel sur le commerce et le développement .....	11
4. Activités du Cours de formation sur les points-clés de l'agenda économique international .....	14
5. Activités du programme TRAINFORTRADE .....	16
5.1 Développement de cours .....	16
5.2 Traduction et mise à jour des cours .....	16
5.3 Diffusion des cours .....	18
5.4 Le programme de formation portuaire .....	20
5.5. Coopération régionale et mise en réseau .....	22
6. Coopération avec les institutions de pays en développement et de pays développés .....	26
7. Soutien des donateurs pour les activités d'assistance technique et les réunions internationales.....	28
8. Priorités et perspectives en 2006 .....	29



## INTRODUCTION

La capacité individuelle et collective des habitants d'un pays à subvenir à leurs besoins et à réaliser des progrès dépend fondamentalement de la qualité et des performances de leurs institutions à tous les niveaux de la société.

Bon nombre de pays en développement - et plus particulièrement les pays les moins avancés et les pays enclavés - ont du mal à faire face aux défis actuels de l'économie internationale. Ces difficultés sont dues partiellement à leur manque de compétences et de connaissances. Elles s'expliquent aussi par leurs difficultés à trouver, analyser, élaborer et mettre à profit les informations nécessaires à la formulation de politiques en matière de commerce et de développement.

Ces pays ont besoin, dans des délais très courts, de décideurs compétents capables de définir et d'appliquer des stratégies dans le domaine du commerce et de l'investissement qui favorisent le développement économique et social. Du fait de la complexité accrue des négociations commerciales multilatérales, avoir des négociateurs bien formés devient essentiel pour ces pays afin de mieux défendre leurs intérêts. C'est pour cette raison que le secrétariat de la CNUCED met en place des programmes d'assistance technique qui apportent des réponses concrètes à ces besoins, et dont l'efficacité a pu être établie dans le domaine du développement des ressources humaines.

Ces programmes de formation et de renforcement des capacités - l'Institut virtuel sur le commerce et le développement, le Cours de formation sur les points-clés de l'agenda économique international et TRAINFORTRADE - jouent un rôle fondamental dans le renforcement des capacités des pays en développement. Ils consolident leur capital de ressources humaines et renforcent ainsi leur capacité à mettre en œuvre leurs objectifs dans les domaines du commerce international et du développement.

Ces programmes ont récemment été renforcés et harmonisés afin de proposer une solution plus homogène et cohérente, en réponse aux nombreux besoins des pays bénéficiaires dans le domaine du développement des ressources humaines. Leur expertise pédagogique a été placée au cœur des efforts de la CNUCED pour la formation et le renforcement des capacités des pays en développement. Les synergies entre chacun de ces programmes, ainsi qu'avec les autres programmes de la CNUCED, améliorent l'efficacité des efforts de l'organisation dans ce domaine.

Ce rapport présente les activités menées dans le cadre de ces programmes en 2005. Il a été conçu pour donner une vue d'ensemble des objectifs et des résultats de leur travail de formation et de renforcement des capacités des pays en développement, et plus particulièrement des pays les moins avancés.





## 1. DES APPROCHES DISTINCTES MAIS COMPLÉMENTAIRES

Le Cours de formation sur les points-clés de l'agenda économique international, l'Institut virtuel sur le commerce et le développement et TRAINFORTRADE sont trois programmes complémentaires de la CNUCED qui visent, par le développement des ressources humaines, à renforcer les capacités nationales et régionales de formulation, de négociation et de mise en œuvre des politiques commerciales et d'investissement. Leur objectif ultime est de maximiser les avantages de la mondialisation pour les pays en développement, et plus particulièrement pour les pays les moins avancés (PMA), en contribuant ainsi à la réalisation du huitième objectif du Millénaire des Nations Unies pour le développement, qui appelle à la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement.

Les trois programmes sont parvenus à offrir des services de renforcement des capacités distincts mais complémentaires pour le développement des ressources humaines :

- ils opèrent dans les champs du commerce international, des services liés au commerce, de l'investissement, du tourisme et de la gestion portuaire, et créent un réseau d'expertise dans les pays en développement, ce qui renforce la coopération Sud-Sud ;
- ils s'appuient sur le travail analytique de la CNUCED dans le domaine du développement lié à la mondialisation, au commerce, à l'investissement, et aux infrastructures. Les connaissances, l'expertise et les résultats de la recherche engagée par la CNUCED sont donc transmis aux acteurs-clés des pays en développement, grâce aux dispositifs de mise en réseau et aux moyens pédagogiques ;
- les trois programmes utilisent de plus en plus les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour échanger les informations et les expériences, et établir des réseaux avec les formateurs et les bénéficiaires des activités de formation. La technologie adoptée s'est avérée efficace, y compris dans les pays les moins avancés.

Les trois programmes ciblent les décideurs impliqués dans la formulation et la mise en œuvre des politiques commerciales et d'investissement. Le Cours de formation sur les points-clés de l'agenda économique international, et ceux du programme TRAINFORTRADE sont généralement suivis par des cadres des secteurs public et privé des pays en développement, alors que l'Institut virtuel travaille avec des universités formant les futurs décideurs de ces pays.

[1] Le mandat de l'Institut virtuel sur le commerce et le développement a été adopté en 2004 par la onzième session de la CNUCED (Consensus de São Paulo, TD/410, §114 et annexe, §9-11).



L'**Institut virtuel**<sup>[1]</sup> soutient un réseau global d'institutions d'enseignement supérieur dont les programmes de formation et de recherche ont trait au commerce international et au développement.

L'Institut :

- promeut la coopération entre les universités et facilite l'échange des meilleures pratiques dans la recherche et la formation sur le commerce ;
- offre aux enseignants des opportunités de développement professionnel ;
- fournit du matériel éducatif et d'autres ressources de la CNUCED et des universités membres ;
- encourage le dialogue entre le monde économique et le milieu universitaire ;
- fournit des informations à jour et des ressources spécialisées que les universités peuvent utiliser pour leur enseignement et leur recherche.





## I. DES APPROCHES DISTINCTES MAIS COMPLÉMENTAIRES



Le **Cours de formation sur les points-clés de l'agenda économique international**<sup>[2]</sup> s'appuie sur l'expertise de la CNUCED sur les questions économiques internationales afin :

- d'améliorer la capacité des pays en développement à analyser les défis engendrés par la libéralisation, la mondialisation et l'intégration progressive de ces pays dans le système économique global, et à formuler des politiques nationales appropriées ;
- de créer le contexte et les conditions nécessaires pour être compétitifs et participer efficacement au processus économique mondial en mutation.

Six mois après la fin de chaque cours, le secrétariat de la CNUCED demande à tous les participants et à leurs superviseurs d'évaluer l'impact du cours sur leur travail et leur développement professionnel. Jusqu'à présent, la majorité des participants et de leurs responsables ont indiqué que leur connaissance des questions économiques internationales clés s'était sensiblement améliorée grâce au cours.

La stratégie de formation et de renforcement des capacités du programme **TRAINFORTRADE**<sup>[3]</sup> s'articule autour de quatre axes :

- une approche de coopération technique incluant l'analyse des besoins de formation, la conception et la diffusion de cours adaptés à ces besoins, la formation de formateurs et le renforcement institutionnel, afin d'améliorer l'impact des activités et de faciliter la pérennité des actions aux niveaux national et régional ;
- une méthodologie de formation rigoureuse pour le développement de matériel pédagogique et sa mise à jour ;
- l'exploitation d'outils de formation à distance grâce à des solutions techniques adaptées aux pays en développement (y compris pour les pays les moins avancés) ;
- la mise en réseau des pays et des institutions de formation qui participent au programme.

Les sujets enseignés étant de nature complexe, une grande attention est apportée à l'élaboration du matériel de formation et à sa diffusion. Des évaluations d'experts indépendants ont attesté de la qualité de ce matériel, de l'efficacité de l'approche hybride combinant formation à distance et activités en face à face, et de l'adaptation des méthodes d'enseignement aux contextes locaux et régionaux. ■



[2] Le mandat du Cours de formation sur les points-clés de l'agenda économique international provient de la CNUCED X à Bangkok en Thaïlande en 2000 (Plan d'action de Bangkok, TD/386, § 166) et a été confirmé par la CNUCED XI en 2004 (Consensus de São Paulo, TD/410, § 109).

[3] Le programme TrainForTrade a été lancé en 1990. Son mandat a été confirmé par la CNUCED X (Plan d'action de Bangkok, TD/386, § 159-160) et la CNUCED XI (Consensus de São Paulo, TD/410, § 4 et 95).



## 2. LE GROUPE CONSULTATIF SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE FORMATION ET LE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

### OBJECTIFS

Le Groupe consultatif sur le renforcement des capacités de formation de la CNUCED et le développement des ressources humaines a été formé en 2001 à la suite d'une recommandation du Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme de la CNUCED. Ses objectifs consistent à :

- examiner l'évolution des activités de formation et de renforcement des capacités de la CNUCED afin de déterminer les éléments à renforcer, à développer ou à modifier dans le cadre de son mandat et de ses stratégies ;
- avancer des propositions visant à améliorer le travail de la CNUCED dans ce domaine et à favoriser son accès aux ressources financières nécessaires au développement de projets de coopération technique sur la formation et le renforcement des capacités, notamment pour les PMA.

### LA RÉUNION DE 2005

En février 2005, la troisième réunion du Groupe consultatif a réaffirmé la valeur des activités de formation à distance dans le cadre du travail entrepris par les programmes de formation et de renforcement des capacités de la CNUCED. Elle a aussi appelé les autres divisions et programmes de la CNUCED à accroître leur coopération avec le service Nouvelles technologies, formation et renforcement des capacités<sup>[4]</sup>, afin de mettre en œuvre sur le long terme des projets d'assistance technique pour la formation et le renforcement des capacités.

Pour développer les capacités des pays et des institutions bénéficiaires, il faut former des formateurs, proposer un enseignement à distance, former des tuteurs techniques et soutenir de manière systématique le renforcement de l'enseignement et de la recherche dans les institutions académiques. Ces améliorations sont facilitées par l'emploi de nouveaux outils des TIC et par l'usage de la plate-forme de formation à distance du programme TRAINFORTRADE, ainsi que des sites web de l'Institut virtuel et du Cours de formation sur les points-clés de l'agenda économique international.

Le groupe consultatif a également estimé que la communauté des donateurs et les pays ou organisations régionales potentiellement bénéficiaires devaient être informés de l'approche cohérente adoptée par les programmes de formation et de renforcement des capacités du service. Il a appelé à une meilleure prévisibilité du financement pour soutenir le développement des activités en cours (notamment dans les PMA) et les réseaux d'échanges entre les bénéficiaires. ■

[4] Ce service, auparavant appelé « Service de l'information et de la formation » fait partie de la Division de l'infrastructure des services pour le développement et l'efficacité commerciale de la CNUCED.



### 3. ACTIVITÉS DE L'INSTITUT VIRTUEL SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

Durant sa première année opérationnelle, l'Institut virtuel a élargi sa base d'adhérents en passant des six membres fondateurs aux treize membres actuels<sup>[5]</sup>. Le nombre de membres supplémentaires sera cependant limité à vingt dans les deux ou trois années à venir, afin de mieux servir les intérêts de ces membres. Cette stratégie sera ensuite revue et adaptée en cas de besoin, en s'appuyant sur les enseignements des trois premières années de coopération.

La croissance rapide des adhésions est le signe que l'initiative de l'Institut virtuel répondait à un véritable besoin. Selon Rosemina Nathoo, coordinatrice du projet de l'Institut virtuel au Centre de droit et de politique commerciale de l'université canadienne de Carleton, l'adhésion était « l'occasion d'élargir notre réseau d'expertise et d'établir des partenariats avec d'autres institutions de par le monde partageant des buts semblables aux nôtres, à savoir échanger des informations et des ressources, concevoir et proposer des programmes de recherche et de formation de haute qualité adaptés aux pays membres, et promouvoir le renforcement des capacités au niveau local. »

La première réunion annuelle de l'Institut virtuel a rassemblé onze universités membres pour un premier face-à-face en juillet 2005. Cette réunion a fourni aux membres de l'Institut virtuel une plate-forme permettant de partager leurs expériences, d'échanger des idées et d'identifier des opportunités de formation et de recherche dans les domaines liés au travail de la CNUCED. Cinq domaines ont fait l'objet d'un accord pour 2005-2006, sous la forme d'activités pilotes visant à tester l'impact et l'efficacité du réseau : le développement et l'échange interuniversitaire de matériels pédagogiques ; la recherche en commun et les évaluations interuniversitaires, ainsi que les publications ; les échanges de professeurs et d'étudiants ; le renforcement du contenu et de l'utilisation du site web de l'Institut virtuel ; et le conseil et le soutien mutuels.

Les participants à la réunion de l'Institut virtuel ont particulièrement apprécié que l'occasion leur ait été donnée d'avoir un échange sur leurs expériences respectives. L'un d'entre eux en témoigne : « J'ai pris conscience de la grande diversité des systèmes éducatifs et des approches d'enseignement, des méthodes pédagogiques innovantes et des thèmes de réflexions importants pris en compte ailleurs. » Un autre participant corrobore ces propos : « J'ai mieux compris ce qu'est une bonne structure de formation et de bonnes ressources d'enseignement. Je suis particulièrement impressionné par le module sur les investissements. »

Le nouveau site web de l'Institut virtuel (<http://vi.unctad.org>) a été lancé en juillet 2005 afin de mieux prendre en compte les intérêts et les besoins des universités et des chercheurs travaillant sur des sujets liés au commerce. Le nouveau site web a été conçu de manière à encourager la collaboration et les débats entre les membres de l'Institut virtuel. Il offre un accès rapide à plus de deux cents ressources destinées à la formation et à la recherche liées au commerce, et permet aux membres de l'Institut de créer leur propre « portfolio » de matériels didactiques.

Sept numéros de la lettre d'information de l'Institut virtuel ont été publiés depuis la première parution en juillet 2004. Cette lettre d'information est diffusée tous les trimestres aux membres de l'Institut et aux personnes intéressées par l'enseignement et la recherche sur les questions relatives au commerce et au développement. Son but est de fournir des informations concernant les activités en cours et les futurs projets de l'Institut virtuel, les publications récentes de la CNUCED, le matériel de formation de l'Institut et de ses membres et les liens vers d'autres sites liés au commerce et au développement.



[5] Les membres actuels sont l'École latino-américaine de sciences sociales (FLACSO) à Buenos Aires en Argentine, l'Université de Campinas au Brésil, l'Université Carleton d'Ottawa au Canada, l'Université "International Business and Economics" de Beijing en Chine, l'Université Pierre Mendès France de Grenoble en France, l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi en Inde, l'École de relations internationales de Téhéran en Iran, l'Université de Jordanie, l'Université de Maurice, l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar au Sénégal, l'Université de Dar es Salaam en Tanzanie et l'Université des "West Indies" en Jamaïque.





### 3. ACTIVITÉS DE L'INSTITUT VIRTUEL SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT



L'Institut virtuel a organisé deux voyages d'étude à Genève pour environ soixante étudiants de troisième cycle. Le premier, d'une durée de deux semaines, a eu lieu en février 2005 et réunissait vingt-sept étudiants de troisième cycle en diplomatie économique de l'Université de Campinas au Brésil.

Au terme de cette activité, l'un des étudiants brésiliens a noté que le voyage d'étude avait été « une occasion unique d'en apprendre plus sur les organisations internationales spécialisées dans le commerce. Elle nous a donné l'occasion de tisser des liens et de voir comment ce que nous avons appris en théorie fonctionnait en pratique. »

En mai 2005, un deuxième voyage d'étude a été organisé pour trente étudiants de troisième cycle en Mastère de Politiques commerciales internationales de l'Université des « West Indies ». Lors de ce voyage, planifié et organisé en étroite collaboration avec les experts de la CNUCED, l'Institut pour la Formation et la Coopération Technique de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et le Centre du Commerce International (CCI) de la CNUCED et de l'OMC, les étudiants ont pu visiter des organisations internationales basées à Genève. Les visites ont également inclus des exercices de simulation interactifs, des conférences et des présentations d'experts sur un grand nombre de sujets se rapportant au commerce international, à l'investissement et au développement.

Depuis l'automne 2004, les membres de l'Institut virtuel échangent des informations et des ressources didactiques par le biais du site web de l'Institut. À ce jour, les universités de Campinas (Brésil), de l'île Maurice, de Jordanie et l'université Pierre Mendès France de Grenoble (France) ont partagé certaines de leurs ressources. L'université de Campinas a notamment mis à disposition du matériel relatif aux accords de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et les obstacles techniques au commerce (OTC). L'université Pierre Mendès France a mis à disposition les supports didactiques utilisés dans le cadre de deux cours du Mastère sur la « Gouvernance des organisations pour le développement international » et sur l'« Economie et politique internationales ».



Un nouveau matériel pédagogique sur la compétitivité et le développement a été conçu par l'Institut virtuel en 2005. Ce matériel est destiné à être utilisé par les enseignants d'universités pour compléter des cours de Mastère existant ou pour servir d'appui à l'élaboration de nouveaux cours. Parmi les autres matériels pédagogiques mis à disposition en 2005 figure un exercice de simulation relatif aux négociations agricoles de l'OMC. Ce matériel a été conçu comme une introduction aux techniques élémentaires de la négociation. Il offre aux étudiants une excellente occasion d'étendre et d'approfondir leurs connaissances relatives à l'Accord sur l'agriculture de l'OMC.

Deux nouveaux projets de l'Institut virtuel sur le commerce international des produits de base et les accords internationaux d'investissement ont été préparés l'an passé. Ces projets tentent, avec l'aide des universités, d'élargir la base des acteurs clés susceptibles de contribuer aux débats sur les politiques menées dans ces secteurs dans les PMA d'Asie et d'Afrique. Le matériel développé par les projets grâce à l'action conjointe du service des produits de base et du programme sur les accords internationaux d'investissement de la CNUCED est destiné à être utilisés pour deux séminaires régionaux. Le premier de ces séminaires, portant



### 3. ACTIVITÉS DE L'INSTITUT VIRTUEL SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT



sur les Aspects économiques et juridiques des accords internationaux d'investissement, s'est tenu en Thaïlande à Bangkok, du 28 novembre au 2 décembre 2005. Les participants au séminaire étaient des professeurs et des chercheurs d'universités et d'institutions de recherche de onze pays d'Asie impliqués dans le renforcement des connaissances et des compétences sur les questions économiques et juridiques liées à l'investissement. Plusieurs universités prévoient

maintenant d'utiliser le matériel pour renforcer les enseignements existants. D'autres participants prévoient également de nouveaux projets de recherche sur l'investissement.

Les participants au séminaire ont apprécié qu'il soit axé en priorité sur les besoins spécifiques des enseignants et des chercheurs universitaires. Naazima Kamardeen, de l'université de Colombo au Sri Lanka, l'exprimait en ces termes : « J'ai été très contente de l'atelier car en ce qui me concerne, il s'agissait du premier qui ait traité de la question de l'enseignement et dont la structure reflète cette préoccupation. Pour moi qui suis professeur d'université, l'orientation choisie était tout à fait appropriée. » Beaucoup, comme Khondaker Moazzem du « Centre for Policy Dialogue » au Bangladesh, ont exprimé leur satisfaction concernant l'utilité de l'atelier : « Ce fut une excellente occasion d'obtenir une vue complète et détaillée des problèmes et une évaluation critique sur les investissements étrangers directs et les sociétés transnationales. Les suggestions qui ont été faites aux jeunes chercheurs au cours du séminaire serviront comme principes directeurs pour les modalités d'actions à adopter dans l'avenir. » Vadsana Chanthanasinh, de l'université nationale de la RDP du Laos, donne un exemple d'utilisation future du matériel : « J'ai trouvé le séminaire très utile pour le nouveau cours sur l'économie des investissements internationaux que j'enseignerai l'an prochain. Je travaille à la préparation d'un manuel pour ce cours : le manuel de formation, les documents, les présentations et les informations des participants seront donc une excellente ressource pour mon travail. »

Pour finir, l'Institut virtuel a contribué au développement personnalisé de cursus de plusieurs universités membres. En particulier, il a aidé le programme de Mastère en Commerce international de l'université de Dar-es-Salaam en Tanzanie en proposant des conseils pour le cursus, des informations de la part d'experts de la CNUCED et une contribution à un programme de développement professionnel pour les enseignants. ■





## 4. ACTIVITÉS DU COURS DE FORMATION SUR LES POINTS-CLÉS DE L'AGENDA ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

En février-mars 2005, un cours régional auquel ont assisté dix-sept participants de huit pays en développement d'Amérique latine et des Caraïbes s'est tenu à La Havane, à Cuba. À l'heure actuelle, cent quatre-vingt-quatorze personnes en charge du commerce et universitaires de pays en développement ou en transition (dont quarante-neuf originaires de PMA) ont été formés par ce programme<sup>[6]</sup>.

[6] Avant le cours de 2005, deux cours interrégionaux et six cours régionaux sur les questions clés du programme économique international ont été organisés : de ces derniers, deux ont eu lieu en Asie (Bangkok en novembre 2002 et Hanoï en novembre 2004), un à Santiago du Chili (mars 2003), un en Asie de l'Ouest (Beyrouth, juin 2003), un en Afrique (Ile Maurice, janvier 2004) et un en Europe de l'Est (Prague, juillet 2004). Dans la plupart de ces cours, les commissions régionales des Nations Unies ont fait des présentations et ont participé aux groupes de discussion.



En juillet 2005, un cours de formation accélérée a été organisé pour des diplomates à Genève. Y ont participé vingt-trois ambassadeurs et représentants de missions permanentes. L'objectif était de familiariser les participants avec les principaux enjeux économiques et politiques liés au développement des technologies de l'information et de la communication.

Une évaluation et le renouvellement du site web du Cours de formation (<http://p166.unctad.org>) ont été entrepris en 2005. Une nouvelle version du site web devrait être opérationnelle début 2006.

### ■ ÉVALUATION EXTERNE INDÉPENDANTE

En 2005, une équipe indépendante a présenté son rapport d'évaluation du projet au Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme de la CNUCED. Les trois membres de l'équipe d'évaluation ont considéré que le Cours de formation avait donné des résultats très positifs et qu'il s'agissait d'une démarche innovante pour le renforcement des capacités sur les politiques commerciales et du développement. De nombreux éléments ont mis en évidence l'impact positif du Cours sur le renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine du commerce extérieur. Ceci s'applique en particulier aux institutions publiques et de recherche, et aux universités.

Selon les évaluateurs, le Cours de formation possède des caractéristiques uniques et une approche, méthodologique bien définie qui le distinguait des autres cours sur le commerce. Le public cible, constitué de responsables politiques, de décideurs et de négociateurs des pays en développement et des pays en transition, mais aussi de représentants des secteurs importants de la société civile, avait exprimé une demande pour ces cours.

L'équipe a appelé à poursuivre la production d'un matériel de formation de haute qualité et a recommandé un soutien renforcé des activités de formation : par exemple, par l'octroi d'incitations institutionnelles pour les équipes impliquées et le développement de partenariats internes et externes.





#### 4. ACTIVITÉS DU COURS DE FORMATION SUR LES POINTS-CLÉS DE L'AGENDA ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

La CNUCED elle-même a été le bénéficiaire direct de certaines des retombées à long terme du Cours de formation, grâce :

- aux effets multiplicateurs liés à la diffusion des connaissances institutionnelles de la CNUCED. Par exemple, à la suite de ce cours des requêtes ont été adressées à la CNUCED par des pays en développement, sollicitant une assistance technique plus spécialisée et plus personnalisée ;
- au processus d'apprentissage dynamique au sein de la CNUCED permettant un échange de points de vue, une coopération améliorée entre les divisions et une meilleure connaissance des conditions régionales/locales grâce au retour d'informations des participants et au partage d'expériences nationales avec les intervenants ;
- à la meilleure coordination des politiques entre les divisions, qui ont eu une incidence notamment sur les rapports majeurs de la CNUCED. Cette coordination est devenue une priorité pour le secrétariat de la CNUCED.

L'équipe d'évaluation a mis en avant l'expertise de la CNUCED en matière de commerce et de développement. Sur cette base, elle a souligné la nécessité de poursuivre les actions engagées, en renforçant ainsi les capacités institutionnelles, et en contribuant aux effets multiplicateurs dans ce domaine. ■





## 5. ACTIVITÉS DU PROGRAMME TRAINFORTRADE

### 5.1 DÉVELOPPEMENT DE COURS

L'année 2005 a vu le lancement par TRAINFORTRADE d'un nouveau cours d'introduction au « Tourisme durable pour le développement ». Son but est de fournir aux participants les instruments appropriés pour évaluer les possibilités offertes par un tourisme mieux contrôlé et son impact en tant qu'outil générateur de développement économique et social.

Vingt et un représentants des secteurs public et privé et de la société civile ont participé à la validation de l'un des modules spécialisés de ce cours sur « Les technologies de l'information et de la communication (TIC) et le tourisme », à Bamako au Mali en septembre 2005.

Ce module sur « Les TIC et le tourisme », développé en coopération avec la section des services électroniques pour le développement et le service TIC et e-business de la CNUCED, vise deux objectifs principaux :

- rendre les partenaires publics et privés conscients des opportunités et des défis soulevés par les TIC dans le domaine du tourisme ;
- souligner les responsabilités et les défis pour les opérateurs souhaitant mettre en œuvre une initiative sur le tourisme électronique au niveau local.

L'équipe TRAINFORTRADE porte une grande attention à la conception des cours. Le matériel pédagogique est développé selon une méthodologie rigoureuse adoptée par de nombreuses agences des Nations Unies. Les modules de formation contiennent un manuel pour les participants, un guide pour les instructeurs, des outils audiovisuels, des exercices, des études de cas, ainsi que des ressources en ligne. Des évaluations sont menées tout au long des cours afin de s'assurer que le matériel est adapté aux besoins des participants et bien assimilé par eux.

### 5.2 TRADUCTION ET MISE À JOUR DES COURS

En 2005, l'adaptation à la formation à distance du Module 5c du Programme de formation portuaire sur « L'informatisation et l'EDI<sup>[7]</sup> dans les ports » a été réalisée en français et en portugais. La version anglaise des modules 4, 5 et 6 du Programme de formation portuaire a été réalisée tandis que celle des modules 7 et 8 est en cours de finalisation.

Le matériel pédagogique en français et en portugais du cours sur la gestion moderne des ports a été mis à jour. Le matériel de formation sur la gestion moderne des ports a été amélioré en convertissant des vidéos en DVD, qui ont été transmis à chacun des ports dans le réseau<sup>[7]</sup>.

Le cours de formation à distance pour les négociateurs d'accords internationaux d'investissement a été mis à jour et adapté aux conditions régionales, en collaboration avec le programme sur les accords internationaux d'investissement de la CNUCED. Le cours, constitué de cinq modules, est maintenant disponible en anglais, français, portugais et espagnol. Chaque module inclut un manuel, des présentations audiovisuelles, des études de cas et des évaluations en ligne. Une version d'auto-formation en ligne a aussi été développée en portugais.

Cinq modules du cours TRAINFORTRADE sur les aspects légaux du commerce électronique ont par ailleurs été adaptés à la formation à distance, en collaboration avec le service TIC et e-business de la CNUCED.

Au Cambodge et au Laos, l'adaptation locale et la traduction en khmer et en laotien de certains cours ont été initiées en 2005.



[\*] Echange de données informatisées

[7] Voir chapitre 5.4 sur le Programme de Formation Portuaire.

## 5. ACTIVITÉS DU PROGRAMME TRAINFORTRADE

Tableau 1. Matériel de formation disponible

Formation pédagogique	Modules de formation à distance	Disponibles en			
		Anglais	Français	Espagnol	Portugais
1 - Formation de concepteurs de cours		✓	✓	✓	
2 - Formation pédagogique d'instructeurs	✓	✓	✓	✓	✓
2 - Formation de tuteur technique pour la diffusion à distance	✓	✓	✓		
Commerce international et services liés au commerce	Modules de formation à distance	Disponibles en			
		Anglais	Français	Espagnol	Portugais
1 - Commerce, environnement et développement	français uniquement	✓	✓		
2 - Formulation à la formation d'une politique de la concurrence	anglais et français	✓	✓	✓	✓
3 - Mise en application d'une politique de la concurrence	anglais et français	✓	✓	✓	✓
4 - Procédures de financement du commerce international			✓		
5 - Pratique du commerce électronique			✓		
6 - Aspects juridiques du commerce électronique	✓	✓			
7 - Outils pour les négociations commerciales multilatérales sur les services	✓	✓	✓		
8 - Outils pour les négociations commerciales multilatérales sur l'agriculture	✓	✓	✓		
Tourisme durable pour le développement	Modules de formation à distance	Disponibles en			
		Anglais	Français	Espagnol	Portugais
1 - Tourisme durable pour le développement			✓		
2 - TIC et tourisme pour le développement			✓		
Investissement	Modules de formation à distance	Disponibles en			
		Anglais	Français	Espagnol	Portugais
1 - Formation intensive pour les négociateurs d'accords internationaux sur les investissements	✓	✓	✓	✓	✓
2 - Promotion des investissements de la troisième génération, ciblage des investisseurs		✓	✓		
Logistique et ports	Modules de formation à distance	Disponibles en			
		Anglais	Français	Espagnol	Portugais
1 - Gestion moderne des ports	✓	✓	✓		✓
2 - Transport multimodal et logistique			✓		





## 5. ACTIVITÉS DU PROGRAMME TRAINFORTRADE

### ■ 5.3 DIFFUSION DES COURS

En 2005, neuf ateliers de formation à distance ainsi que vingt-trois ateliers en face à face ont été organisés par TRAINFORTRADE, en collaboration avec les autres divisions de la CNUCED. Près de huit cents représentants des ministères responsables du commerce, de l'industrie et des affaires étrangères ainsi que du secteur privé, d'institutions académiques et d'organisations non gouvernementales ont suivi ces formations. Ces cours ont été proposés dans plusieurs langues dont le français, l'anglais, l'espagnol et le portugais.

L'ensemble des 782 personnes formées au cours de l'année inclut quarante instructeurs et treize tuteurs techniques. Huit nouveaux centres de formation pour le déroulement des sessions à distance ont été identifiés, dont six se trouvent dans des PMA (République centrafricaine, Guinée Équatoriale, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal et Tchad).

Des appuis et échanges en matière de formation ont été établis en 2005, notamment avec le secrétariat de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC). En mars, à l'occasion d'une mission TRAINFORTRADE, le secrétariat de la CEMAC a formulé une demande pour la diffusion du cours de formation à distance sur les négociations commerciales multilatérales agricoles pour le secrétariat et les Etats membres de la CEMAC, ainsi que pour la République de Sao Tomé-et-Principe. Ce cours a été dispensé en septembre ; quatre-vingt-onze participants de sept pays y ont assisté. L'objectif du cours était de renforcer les capacités des décideurs et des négociateurs chargés des négociations commerciales multilatérales agricoles, ainsi que leur implication dans les politiques nationales de développement. ▶▶▶



## 5. ACTIVITÉS DU PROGRAMME TRAINFORTRADE

Tableau 2. Diffusion des cours de formation TRAINFORTRADE en 2005

Cours	Pays	Nombre de sessions	Nombre participants
Négociateurs d'accords internationaux d'investissement	Albanie, Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Djibouti, Égypte, Guinée, Liban, Madagascar, Mali, Mauritanie, Île Maurice, Maroc, Niger, République centrafricaine, République du Congo, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie.	1 cours de formation à distance	75
	Brésil, Cambodge, Chine, Laos, Maroc, Roumanie	1 cours de formation à distance	19
	Cambodge, Laos	1 atelier régional	25
Promotion de l'investissement	Cambodge, Laos	2 ateliers régionaux	74
Diplomatie commerciale	Cambodge, Cameroun, secrétariat de la CEMAC, Gabon, Guinée Équatoriale, Laos, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Tchad	3 cours de formation à distance	134
	Cambodge, Laos	4 ateliers nationaux	46
Droit et politique de la concurrence	Antigua, Barbade, secrétariat de la CARICOM, Guyane, Jamaïque, Malaisie, Montserrat, Sainte Lucie, Surinam, Trinidad	1 cours de formation à distance	33
	Cambodge	2 ateliers nationaux	60
Aspects juridiques du commerce électronique	Cambodge, Laos	1 atelier régional	27
TIC et tourisme pour le développement	Mali	1 atelier régional	21
Gestion moderne des ports; certificat de gestion portuaire pour les cadres de la communauté portuaire	Cambodge, Cameroun, Cap Vert, Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal, Togo, Tunisie	8 ateliers nationaux	130
Informatisation et EDI <sup>(1)</sup> dans les ports	Cameroun, Cap Vert, Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal, Togo, Tunisie	3 cours de formation à distance	85
Formation pédagogique d'instructeurs	Algérie, Bénin, Cambodge, Cameroun, Guinée, Laos, Sénégal, Togo, Tunisie	2 ateliers régionaux	30
Formation de tuteurs techniques pour la formation à distance	Guinée	1 atelier national	13
Formation d'instructeurs portuaires	Cambodge	1 atelier national	10
<b>TOTAL</b>		<b>32</b>	<b>782</b>





## 5. ACTIVITÉS DU PROGRAMME TRAINFORTRADE



### • AMÉLIORATIONS DES TECHNIQUES DE FORMATION À DISTANCE

Les progrès des TIC et de l'accès à Internet dans les pays en développement ont amélioré l'efficacité des formations à distance du programme TRAINFORTRADE. Internet fournit à la fois un canal pour la diffusion des cours et un outil pour la mise en réseau des participants. La démarche et le matériel didactique utilisés aujourd'hui permettent de mieux assimiler les connaissances et favorisent un échange durable entre les participants.

Des améliorations continues sont apportées à la diffusion des cours et au processus d'acquisition des connaissances des participants grâce à la plateforme TRAINFORTRADE (<http://learn.unctad.org>). Les tests peuvent désormais être modifiés et notés en ligne, et les experts de la CNUCED peuvent aisément communiquer avec les participants aux sessions de formation à distance. Parmi les nouvelles plates-formes et applications logicielles introduites en 2005 figurent des logiciels libres, un outil de gestion des contenus, un serveur web Apache et le système d'exploitation Linux. La conception a été épurée et les pages web allégées en incluant moins d'images afin de faciliter l'utilisation du matériel de formation par les participants des PMA.

### ■ 5.4 LE PROGRAMME DE FORMATION PORTUAIRE

Une réunion tripartite du Programme de Formation Portuaire (PFP) TRAINFORTRADE s'est tenue à La Goulette, en Tunisie les 1er et 2 décembre 2005. Des communautés portuaires membres du réseau PFP Afrique (Bénin, Cameroun, Cap Vert, Guinée, Sénégal, Togo et Tunisie) ont fait le bilan des activités réalisées en 2005 et ont défini les objectifs et le plan d'action de l'année à venir. En particulier, tous les participants ont renouvelé leur engagement concernant le lancement de nouvelles promotions et la poursuite de leur participation au financement du programme<sup>[8]</sup>.



Le Port autonome de Pointe-Noire (République du Congo) a participé à la réunion en qualité d'observateur et a fait part de son intention de rejoindre le PFP.

Depuis décembre 2004, le PFP TRAINFORTRADE a également mené les activités suivantes :

#### • RÉSEAU FRANCOPHONE :

Un atelier de formation de formateurs s'est tenu au Port Autonome de Marseille du 12 au 23 septembre 2005. Il a été organisé en coopération avec l'Institut de Formation et d'Échanges Portuaires et a reçu le soutien du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (France). Quinze participants du Bénin, du Cameroun, de la Guinée, du Sénégal, du Togo, de la Tunisie mais également d'Algérie (qui n'est pas encore membre officiel du PFP) ont assisté à l'atelier. L'objectif de la formation était de permettre à chaque participant de planifier et mettre en œuvre des cours de formation élaborés à partir du matériel de formation du PFP. Les participants ont échangé leurs points de vue sur les problèmes rencontrés au cours de leurs programmes de formation et sur les solutions qui pouvaient y être apportées, notamment grâce au réseau existant des centres de formation portuaires.



[8] L'une des caractéristiques unique du Programme de Formation Portuaire tient à ce que la plupart des coûts de formation sont payés par les ports bénéficiaires ou conjointement avec les autorités portuaires nationales, ainsi que par les ports partenaires des pays développés.



## 5. ACTIVITÉS DU PROGRAMME TRAINFORTRADE

Deux autres ateliers pour tuteurs sur la gestion des sessions de formation à distance ont été organisés en 2005. Le premier s'est tenu du 10 au 13 mai 2005 dans le centre de formation de l' "Administração dos Portos do Douro e Leixões" au Portugal. Treize participants de six pays (Bénin, Cameroun, Cap Vert, Sénégal, Togo et Tunisie) ont bénéficié de cette formation. Un second atelier s'est tenu du 8 au 12 août 2005 à Conakry en Guinée, pour quatre tuteurs du Port Autonome de Conakry.

La quatrième promotion du PFP pour le Sénégal a été lancée le 22 mars 2005, avec la participation de treize agents portuaires. Le cours de 250 heures comprenant huit modules sur la gestion moderne des ports a été diffusé deux fois par semaine jusqu'en septembre 2005.

La troisième promotion de vingt-trois participants du Programme pour le Cameroun achève le cycle de formation.

La Guinée, le Togo et la Tunisie ont tous lancé leur deuxième promotion au cours de l'année avec respectivement onze, dix-huit et douze participants.

Les participants du Cameroun, de Guinée et du Sénégal préparent actuellement leur mémoire final en vue de l'obtention du Certificat TRAINFORTRADE. Ceux du Togo et de Tunisie ont déjà présenté le leur. Onze participants tunisiens (dont six femmes) sur douze ont obtenu leur Certificat, de même que dix-sept des dix-huit participants du Togo.

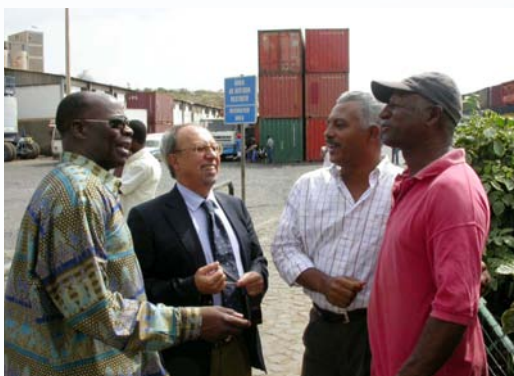
Tous les membres du réseau ont utilisé la version en formation à distance du module 5c sur « L'informatisation et l'EDI<sup>[\*]</sup> dans les ports ».

### • PAYS ANGLOPHONES :

Le Cambodge a poursuivi la formation de sa première promotion, soit neuf participants du Port autonome de Sihanoukville et neuf autres participants du Port de Phnom-Penh. Dix de ces participants ont été sélectionnés pour assister à un atelier de formation de formateurs qui s'est tenu à Phnom Penh du 28 novembre au 7 décembre 2005. Ils pourront assurer, conjointement avec des experts internationaux, l'enseignement des 8 modules du Programme de Formation Portuaire, en s'appuyant sur du matériel pédagogique en anglais et en khmer.

### • RÉSEAU LUSOPHONE :

Le Cap Vert a terminé un cycle complet de formation nationale pour trente-sept participants, dont quatre de Guinée-Bissau. En décembre 2005, un total de dix-neuf participants de Mindelo et vingt et un de Praia ont obtenu le Certificat portuaire après avoir soutenu leur mémoire devant un jury d'experts portuaires lusophones<sup>[9]</sup>.



[9] Deux participants de la précédente promotion ont présenté leur mémoire en 2005 et ont obtenu le Certificat.



## 5. ACTIVITÉS DU PROGRAMME TRAINFORTRADE

### 5.5. COOPÉRATION RÉGIONALE ET MISE EN RÉSEAU

En février 2005, le Groupe consultatif sur le développement des ressources humaines a souligné l'importance d'une approche régionale pour la durabilité des activités, comme l'avait souligné la conférence interrégionale de 2004 à Las Palmas de Gran Canaria sur le thème : « Commerce international, investissement et développement des ressources humaines : le rôle des groupements régionaux d'intégration »<sup>[10]</sup>.

De fait, le déploiement d'activités de formation dans le cadre des groupements régionaux peut favoriser les efforts d'intégration des pays bénéficiaires, et notamment les pays les moins avancés, en améliorant l'efficacité des opérations et en renforçant la synergie entre les institutions. Cette collaboration peut couvrir différents aspects, dont la formation des formateurs et la mise en place de réseaux de partage d'expertise.

Le travail avec ces groupements est donc une vraie priorité pour le programme TRAINFORTRADE.

#### • ACTIVITÉS DE FORMATION EN AMÉRIQUE LATINE

En 2005, TRAINFORTRADE a étendu son réseau et ses activités aux pays d'Amérique latine, avec le soutien de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI). Une mission de la CNUCED a eu lieu auprès du secrétariat de l'ALADI en octobre 2005 afin de déterminer les champs de coopération possibles entre TRAINFORTRADE, l'Institut virtuel, le secrétariat et ses pays membres. La mission a également rendu visite à des gouvernements et des institutions de Colombie, d'Équateur et d'Uruguay.

Au cours de ces visites, des plans d'action régionaux et nationaux ont été préparés afin d'identifier les activités de formation et de renforcement des capacités pouvant être menées à partir de 2006. Avant et après la mission, des consultations régulières avec les missions permanentes des pays d'Amérique latine et des Caraïbes se sont poursuivies à Genève. Cinq propositions de projets (quatre nationaux et un régional) pour la formation et le renforcement des capacités ont été ensuite préparées. Par ailleurs, une annexe au mémorandum d'accord entre le secrétariat de l'ALADI et la CNUCED a été préparée. Cette annexe mentionne de nouveaux champs de coopération entre les deux organisations, notamment dans le domaine de la formation, suggérés par les résultats de la mission.

[10] Voir le « Rapport d'activités TRAINFORTRADE », août 2003-décembre 2004, CNUCED/SDTE/TIB/2004/5



## 5. ACTIVITÉS DU PROGRAMME TRAINFORTRADE

### • ACTIVITÉS DE FORMATION EN AFRIQUE

Un certain nombre d'étapes ont été parcourues en 2005 afin de développer et de renforcer les activités régionales en Afrique. L'équipe TRAINFORTRADE s'est rendue dans divers pays d'Afrique afin de consolider les liens existants avec des acteurs clés des ministères



et des institutions gouvernementales, et de découvrir de nouveaux moyens de répondre aux besoins de formation et de renforcement des capacités de ces pays. Au cours de l'année, un certain nombre de groupements régionaux d'intégration dont la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC), la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Economique et Monétaire Ouest-africaine (UEMOA), le Marché

Commun d'Afrique Orientale et Australe (COMESA), la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC) et l'Union du Maghreb Arabe (UMA), ont demandé l'aide de la CNUCED pour développer des programmes communs de formation et de renforcement des capacités dans des domaines du commerce et de l'investissement.

### • ACTIVITÉS DE FORMATION EN ASIE

Les activités de TRAINFORTRADE en Asie ont été intensifiées en 2005. La présence de deux experts de la CNUCED au Cambodge et en RDP du Laos a facilité la diffusion des cours et l'établissement de contacts avec des organisations régionales comme la Coopération Economique Asie-Pacifique (CEAP) et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANSEA), ainsi qu'avec l'initiative ARTNeT (Réseau de Recherche et de Formation Asie-Pacifique) de la Commission Economique et Sociale pour l'Asie et le Pacifique des Nations Unies

#### - Projet régional pour le Cambodge et la République Démocratique Populaire du Laos

Le projet régional TRAINFORTRADE pour la mise en place de capacités de formation dans le domaine du commerce international pour le Cambodge et la RDP du Laos a été lancé à Vientiane le 17 novembre 2003 pour la RDP du Laos et à Phnom Penh le 23 janvier 2004 pour le Cambodge. Ce projet de quatre ans financé par le gouvernement français a pour objectif de renforcer la capacité des fonctionnaires et des représentants du secteur privé et universitaire cambodgiens et laotiens dans le domaine du commerce international.







## 5. ACTIVITÉS DU PROGRAMME TRAINFORTRADE



### Comment TRAINFORTRADE aide les pays ?

La CNUCED aide les pays en développement à surmonter leurs difficultés d'intégration au commerce international. Le Cambodge est un exemple particulièrement remarquable car il s'agit du premier PMA à être devenu membre de l'Organisation Mondiale du Commerce par le biais d'un processus de négociation. Ce pays a bénéficié des services consultatifs de la CNUCED au cours de ce processus. Le projet TRAINFORTRADE a démarré immédiatement après l'accession, lorsque le Ministre du Commerce a exprimé son intention de se concentrer sur la politique de la concurrence, l'un des engagements clés du Cambodge dans le programme d'accession à l'OMC. TRAINFORTRADE et la Service des politiques de la concurrence et des consommateurs de la CNUCED, en association avec l'Académie Royale du Droit et Science Economique du Cambodge et la Commission européenne ont établi un partenariat et commencé à travailler ensemble afin de faire de cet engagement une réalité.

Au Cambodge, de nouvelles règles internationales associées aux modifications juridiques nationales ont renforcé la pression sur les responsables en matière d'investissement, à la fois dans la capitale et dans les provinces : ils sont contraints aujourd'hui d'apprendre de nouvelles règles et d'acquérir des compétences indispensables pour attirer l'investissement étranger et cibler les bons investisseurs. Le Conseil de Développement du Cambodge et le Comité des Investissements au Cambodge ont donc demandé à TRAINFORTRADE d'organiser des activités de renforcement des capacités à long terme, en exploitant une combinaison de matériels de formation standardisés et d'outils d'enseignement à distance, principalement au bénéfice des bureaux provinciaux, alors que l'essentiel de l'aide reçue jusqu'à présent s'orientait avant tout vers Phnom Penh. TRAINFORTRADE a travaillé à cette fin en coopération avec plusieurs programmes de la Division de l'investissement, de la technologie et du développement des entreprises de la CNUCED. Les succès obtenus au Cambodge ont été mis à profit au Laos.

Au cours de sa seconde année d'activités, le projet TRAINFORTRADE pour le Cambodge et le Laos s'est concentré sur le développement des ressources afin d'assurer la durabilité du projet. Le comité de direction régional au Cambodge a demandé en janvier 2005 :

- l'adaptation et la traduction en langue locale des cours de formation,
- la diffusion de cours ayant un intérêt direct pour les membres du comité de direction, en particulier sur les négociations commerciales, l'investissement et la concurrence,
- la formation d'un plus grand nombre de tuteurs locaux, indispensables pour favoriser la pérennité locale du projet,
- une importance plus grande accordée à la dimension régionale dans les cours diffusés dans le cadre du projet, à la fois en termes de formation et de recherche, ou d'études.

Afin de répondre à ces recommandations, sept instructeurs laotiens et huit instructeurs cambodgiens ont été formés sur les sujets qu'ils enseigneront ou co-enseigneront en 2006. De même, les termes de référence et la sélection d'experts locaux pour une étude régionale sur le commerce transfrontalier Cambodge/Laos ont été préparés.

Au Cambodge, les cours suivants ont été traduits et adaptés aux conditions locales courant 2005 :

- Formulation d'une politique de la concurrence ;
- Accords internationaux d'investissement ;



## 5. ACTIVITÉS DU PROGRAMME TRAINFORTRADE

- Aspects juridiques du commerce électronique ;
- Promotion de l'investissement de 3e génération et ciblage des investisseurs ;
- Modules 3 à 5 du Programme de formation portuaire.

En RDP du Laos, des traductions ou des adaptations ont été réalisées pour les cours suivants :

- Accords internationaux d'investissement ;
- Promotion de l'investissement de 3e génération et ciblage des investisseurs ;
- Aspects juridiques du commerce électronique ;
- Négociations commerciales multilatérales agricoles.

Les cours suivants ont été organisés au Cambodge<sup>[11]</sup> en 2005 :

- Formation d'instructeurs pour le Programme portuaire ;
- Modules 6 et 7 de ce programme ;
- Politique de la concurrence : Partie 3 ;
- Négociations commerciales multilatérales agricoles ;
- Négociations commerciales multilatérales sur les services ;
- Accords internationaux d'investissement ;
- Promotion d'investissement et ciblage des investisseurs.

Les cours suivants se sont tenus en RDP du Laos<sup>[12]</sup> en 2005 :

- Négociations commerciales multilatérales agricoles ;
- Négociations commerciales multilatérales sur les services ;
- Aspects juridiques du commerce électronique ;
- Accords internationaux d'investissement ;
- Promotion de l'investissement et ciblage des investisseurs.

En plus des activités liées au projet, les experts régionaux de TRAINFORTRADE ont apporté leur soutien et leur contribution à plusieurs projets de la CNUCED, à la fois au Cambodge (Guide de l'investissement, Rapport sur l'investissement, Mission de la section de la coopération technique de la CNUCED), en RDP du Laos (Guide de l'investissement, nouveau cadre politique et juridique pour la concurrence, représentation de la CNUCED dans le processus du Cadre Intégré, et du Bilan commun de pays / Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement), et dans la région dans son ensemble (relations avec le réseau ARTNeT de la Commission Economique et Sociale pour l'Asie et le Pacifique des Nations Unies). Les experts ont aussi représenté la CNUCED dans un certain nombre de forums locaux entre donateurs et gouvernements. ■



[11] Voir tableau 2 pour le détail des diffusions.

[12] Voir tableau 2 pour le détail des diffusions.



## 6. COOPÉRATION AVEC LES INSTITUTIONS DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET DE PAYS DÉVELOPPÉS

En 2005, l'Institut virtuel, le Cours sur les points-clés de l'agenda économique international et TRAINFORTRADE ont poursuivi leurs partenariats existants avec les institutions des pays développés et avec d'autres agences des Nations Unies.

### Belgique :

- L'accord de coopération entre TRAINFORTRADE et le **Port de Gand** se poursuit sur tous les aspects techniques liés à la formation portuaire. Le port fournit une aide pour la mise à jour du matériel de formation en français et en anglais et pour la diffusion de modules de formation à distance du cours sur la gestion moderne des ports.

### France :

- Sur la base de l'accord de coopération entre la CNUCED et le **Port Autonome de Marseille**, la mise à jour du matériel pédagogique TRAINFORTRADE et la diffusion en formation à distance du cycle de formation portuaire se sont poursuivies.

Un atelier TRAINFORTRADE de deux semaines de formation de formateurs s'est déroulé avec succès à Marseille pour les opérateurs portuaires en septembre 2005, avec le soutien de la région **Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA)**. TRAINFORTRADE examine la possibilité d'entreprendre d'autres activités de formation en commun pour les pays en développement méditerranéens.

- TRAINFORTRADE a également poursuivi sa coopération avec le **Port Autonome de Dunkerque** pour la diffusion des composants juridiques du cycle de formation portuaire.

### Italie :

- Des discussions se sont tenues afin de renouveler le mémorandum d'accord signé en 2001 entre la CNUCED/TRAINFORTRADE et l'**Institut italien pour le commerce extérieur (ICE)** pour la mise en œuvre d'activités de formation en commun.

### Portugal :

- Le programme TRAINFORTRADE a un accord avec l'« **Universidade Aberta** » pour la coopération dans le domaine de la formation à distance dans plusieurs pays d'Afrique. En 2005, dans ce contexte, un membre de la faculté a été détaché au secrétariat de la CNUCED pour quatre mois.
- TRAINFORTRADE a établi une coopération avec l'« **Administração dos Portos do Douro e Leixões** » pour la formation de formateurs portuaires et l'appui de la formation à distance pour les pays africains de langue officielle portugaise (PALOP). Une formation de tuteurs techniques pour la diffusion des cours de formation à distance a été menée à Leixões en mai 2005.

### Espagne :

- La CNUCED et l'**Autorité Portuaire de Valence** ont engagé un processus devant conduire à la signature d'un protocole d'accord portant sur les nouvelles activités de formation dans le domaine de la gestion des ports.





## 6. COOPÉRATION AVEC LES INSTITUTIONS DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET DE PAYS DÉVELOPPÉS

### Organisations internationales :

- Le Cours sur les points-clés de l'agenda économique international a bénéficié du soutien des **Commissions régionales des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), l'Asie (CESAP) et l'Europe (CEE)** ainsi que des organisations internationales suivantes : **l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), le Centre du Commerce International (CCI), l'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).**
- L'Institut virtuel a établi une coopération avec **l'Institut de formation et de coopération technique de l'OMC, le CCI et la CESAP.**
- Dans certains cas, l'Institut virtuel et **l'OMC** ont associé leurs forces afin d'apporter de l'aide à l'université de Dar es Salaam et l'Université des "West Indies". L'Institut virtuel a également contribué au cours de politique commerciale de l'OMC en 2005.
- **L'OMC** et le **CCI** ont coopéré avec l'Institut virtuel pour l'organisation de visites d'étude pour les étudiants de troisième cycle des universités membres de l'Institut virtuel.
- L'Institut virtuel et la **CESAP** ont travaillé ensemble au renforcement des capacités pour la recherche sur le commerce et l'investissement. Ainsi, plusieurs membres d'ARTNeT, un réseau de recherche de la CESAP, ont assisté à l'atelier de l'Institut virtuel sur l'enseignement et la recherche sur les accords internationaux sur l'investissement en novembre et décembre 2005 à Bangkok en Thaïlande. ■





## 7. SOUTIEN DES DONATEURS POUR LES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET LES RÉUNIONS INTERNATIONALES

### **La Belgique**

- a continué à financer un projet pilote pour l'application des techniques de formation à distance au domaine des négociations commerciales et des accords internationaux sur l'investissement.

### **Le Canada**

- a aidé à financer le lancement et la première réunion de l'Institut virtuel et le développement du site web de l'Institut.

### **La France**

- a continué à financer les activités d'appui de l'équipe centrale TRAINFORTRADE à Genève, ainsi que le projet régional pour le Cambodge et la RDP du Laos. Depuis août 2004, la France finance un expert associé basé en RDP du Laos.

### **L'Allemagne**

- a financé un expert associé basé à Genève, ainsi qu'un stagiaire à l'Institut virtuel.

### **Le Japon**

- a fourni des fonds pour le développement du matériel de formation de l'Institut virtuel et des ateliers associés pour les universitaires des PMA d'Afrique et d'Asie sur le commerce des produits de base et les accords internationaux sur l'investissement.

### **Le Portugal**

- a financé des activités d'aide au renforcement des capacités par la formation dans les PALOP.

### **Les Nations Unies**

- ont mis à disposition des fonds du Compte pour le développement pour le Cours de formation de la CNUCED sur les points-clés de l'agenda économique international depuis 2002. ■

## 8. PRIORITÉS ET PERSPECTIVES EN 2006

Les priorités en 2006 s'inscrivent dans la continuité des actions en cours des trois programmes et le mandat défini par la CNUCED XI. Ces priorités tiennent également compte des demandes spécifiques transmises par les pays en développement sur les enjeux clés de l'agenda économique international.

Dans ce contexte, la coopération entre l'Institut virtuel, le Cours de formation sur les points-clés de l'agenda économique international et TRAINFORTRADE sera renforcée en 2006 afin de mieux répondre aux besoins des pays en développement dans le domaine de la formation et du renforcement des capacités. Les projets d'assistance technique en cours seront également poursuivis. La coopération avec les autres divisions de la CNUCED doit aussi être renforcée afin d'optimiser les résultats du travail des trois programmes.

Afin de répondre aux demandes croissantes des pays en développement, les programmes poursuivront leurs efforts en menant les activités suivantes :

### Activités d'assistance technique

- Accroître la portée des programmes aux niveaux géographique et linguistique ;
- Consolider les activités de formation et de renforcement des capacités nationales par l'approche régionale et la mise en réseau ;
- Renforcer la coopération interuniversitaire, en accord avec le programme adopté par l'Institut virtuel à sa première réunion annuelle.

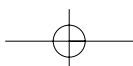
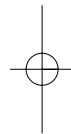
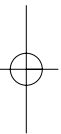
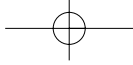
### Développement et mise à jour du matériel de formation

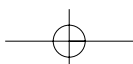
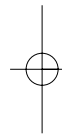
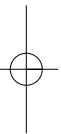
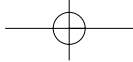
- Développement de nouveaux matériels pédagogiques et mise à jour des cours existants ;
- Poursuite de l'adaptation des cours existants à la formation à distance ;
- Préparation du matériel pédagogique sur des thèmes liés au commerce international pour les membres de l'Institut virtuel.

### Coopération régionale et interrégionale

- L'organisation de deux sessions régionales du Cours sur les points-clés de l'agenda économique international, et le renforcement des activités du programme à la lumière des recommandations de la récente évaluation externe ;
- Réunion des différents partenaires afin de déterminer ensemble un plan d'action pour la mise en œuvre de stratégies régionales de formation et de renforcement des capacités en Asie du sud-est et/ou en Afrique subsaharienne. ■









<http://vi.unctad.org>  
[vi@unctad.org](mailto:vi@unctad.org)



<http://p166.unctad.org>  
[p166@unctad.org](mailto:p166@unctad.org)

**TRAINFORTRADE**

<http://learn.unctad.org>  
[trainfortrade@unctad.org](mailto:trainfortrade@unctad.org)



**NATIONS UNIES**

**SERVICE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES, DE LA FORMATION ET DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**  
DIVISION DE L'INFRASTRUCTURE DES SERVICES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET DE L'EFFICACITÉ COMMERCIALE  
CNUCED - CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT  
PALAIS DES NATIONS  
CH-1211 GENÈVE 10 (SUISSE)  
TEL. + 41.22.917.20.48  
FAX + 41.22.917.00.50